

Solidaires

Jeunesse et Sports

Paris, 26 janvier 2024

2024 : L'ANNÉE NE POUVAIT PAS PLUS MAL COMMENCER !

Le service public Jeunesse et Sports de 2024 poursuit sa lente décomposition sous l'action d'une Ministre, non seulement débordée par l'ampleur du nouveau périmètre ministériel, mais surtout par des choix politiques en totale opposition avec les besoins identifiés depuis plusieurs années ! Les efforts de Com' ne suffisent plus à masquer les graves défaillances et l'absence d'ambition pour le service Public Jeunesse et Sports. Pire, la Com' vient prouver que derrière les discours de façades, l'enjeu gouvernemental est surtout de fragiliser encore plus le secteur JS. Jusqu'à quand ? Pour les personnels, la coupe est pleine à ras bord, faisons-nous entendre !

Le sabordage ministériel continu

Alors que les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) pouvaient apparaître comme une éventuelle opportunité pour notre ministère JS et son repositionnement, c'est l'inverse qui se produit. L'ANS poursuit son entreprise de démolition du service public du Sport. Et du côté des effectifs, alors qu'il y a 3000 agent.e.s de moins qu'en 2010, aucun recrutement conséquent n'a été mis en œuvre ces dernières années. Et l'année 2024 n'échappe pas à la règle, côté Sport et JEP. En effet, les 74 postes de Professeur.es de Sports (PS) ne viendront pas compenser les départs à la retraite. La DGRH refusant de fournir les chiffres officiels des départs, difficile de lui faire confiance dans ces conditions. De plus, et de manière totalement opaque, le ministère est en train de recruter des agents contractuels sur des postes de CTS. C'est inédit. Le scénario de 2019 de transfert de CTS aux fédérations prend donc une nouvelle tournure de privatisation sournoise. Ou encore, le recrutement d'un directeur ou d'une directrice de projet Pass'sport à la Direction des Sports n'est ouvert qu'aux contractuel.le.s. C'est du jamais vu ! Madame la Ministre, quand avez-vous annoncé ces orientations politiques de privatisation des CTS et de vos propres services centraux ?

Dans le même temps, les 153 postes annoncés pour le secteur « jeunesse » du ministère seront pour les deux tiers des recrutements en dehors du corps des Conseiller.es d'Education Populaire et de Jeunesse (CEPJ). Cela est une véritable trahison de la part de la DGRH qui continue de fragiliser notre secteur. Dans les annonces ministérielles, il a même été dit que des Personnels Techniques et Pédagogiques pourraient exercer des missions d'Inspection et de Contrôle, ce qui n'est pas réglementaire ! L'absorption du champ JS (0,5% des effectifs) par l'Education Nationale et ses méthodes rigides et autoritaires est définitivement une calamité.

Un rapport parlementaire « instrumentalisé à des fins politiques »

Alors que le rapport de la commission d'enquête parlementaire vient de sortir, la ministre dénonce une cabale et un « rapport instrumentalisé à des fins politiques ». Elle oublie d'indiquer que la commission est composée pour moitié de membres de la majorité présidentielle relative. Plutôt que de se saisir à bras le corps des problématiques posées dans le rapport comme la lutte contre les Violences sexistes et sexuelles ou le racisme dans le sport ; mais aussi de remettre en cause la gestion mafieuse et ultralibérale de plusieurs fédérations sportives ; ou d'évaluer réellement l'action de l'Agence Nationale du Sport (ANS) ; la Ministre Amélie Oudéa Castéra décide d'évoquer une

cabale politique. Quelle désastreuse posture et quelle inconséquence. Notre organisation syndicale demande que la ministre lise attentivement les conclusions du rapport parlementaire (ou laisse la place à un.e ministre qui fera le job) pour remettre à plat l'organisation du monde sportif en France et de renforcer un ministère en grande souffrance.

Une vision éducative rétrograde

En effet, la Ministre Amélie Oudéa Castera est membre d'un gouvernement qui ne cesse d'afficher une vision rétrograde des politiques pour la jeunesse. Lors de sa conférence de presse, le président de la République n'a eu de cesse d'évoquer un pseudo « réarmement civique » de la jeunesse à l'aide de différents projets réactionnaires comme le port de l'uniforme, ou le SNU, coûteux, dangereux et dénoncé par un nombre conséquent d'organisations syndicales et de collectifs. Nous sommes bien loin de la vision émancipatrice des politiques publiques Jeunesse et Sports. Aussi, le soutien sans faille, pendant de nombreux jours, de la nouvelle ministre à un établissement scolaire clairement réactionnaire, sexiste et homophobe questionne grandement.

Des missions et des agents victimes de maltraitance

Depuis notre absorption par l'Education Nationale, nous ne pouvons que constater que nos missions sont déconsidérées et méprisées par l'institution. Ce mépris entraîne une perte d'efficacité des politiques publiques qui doivent être portées par notre ministère. Surtout, nous constatons que les agents deviennent victimes d'un « management » Educ Nat' très autoritaire. L'année de stage pour les nouveaux.elles collègues est une nouvelle illustration de la maltraitance organisée. Par ailleurs, la procédure disciplinaire en cours au CREPS de Montpellier est en train de fondre. Est-ce que la Ministre compte soutenir un directeur d'établissement adoptant des pratiques d'encadrement toxiques et harcelantes ?

RIFSEEP ou le grand bingo des PTP

Comme prévu et annoncé par notre organisation syndicale, le RIFSEEP est un fléau mais nous ne nous attendions quand même pas à une telle catastrophe, avouons-le ! A quelques jours de son versement, les agents n'ont pas d'information sur les montants attribués ("à la tête du client" ?) sur la mise en œuvre, sur les conditions de « remboursement » et tutti quanti. Nous tirons, une nouvelle fois, la sonnette d'alarme et ce d'autant plus que le président de la République appelle à une nouvelle rémunération au mérite pour les agent.es publics. Concernant le RIFSEEP et ses conséquences, ce que nous annonçons il y a des mois est confirmé, les PTP ne toucheront pas la même rémunération en fonction de leur « région académique » et ce malgré l'exercice de missions identiques. Un scandale qui va renforcer les inégalités territoriales. Sur l'année 2023, des écarts jusqu'à 400 € seront possibles. Mieux encore, les PTP d'un même groupe IFSE (en général le groupe 2 pour la plèbe) au sein d'une même région académique seront rémunéré.es différemment du fait de l'existence de deux BOP distincts. Il ressort que, majoritairement, les collègues CTS seront plus rémunéré.es que les collègues CAS et CEPJ. Nous demandons à la DGRH d'agir en urgence pour faire cesser les différences territoriales mais aussi les différences en fonction de l'affectation car nos missions différentes sur la forme sont identiques sur le fond, aucune mission n'est supérieure à une autre. Encore une fois, nous ne pouvons que regretter que les autres organisations syndicales (sauf la FSU) aient cédé au chantage du RIFSEEP.

Puisqu'il est encore l'heure des vœux, nous finirons par souhaiter une bonne année 2024 à tous et toutes nos collègues en services, fédérations, établissements.

Le mépris du gouvernement et de la ministre pour le service public jeunesse et sports et ses agent.e.s a assez duré, les JOP ne pourront pas maquiller l'échec de ces politiques néolibérales et destructrices ; en 2024 il est temps de se lever, s'unir et se mobiliser.

Des questions, remarques, idées de génie ? Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com